

Chomsky, Noam et Herman, Edward S., *The Political Economy of Human Rights, vol. 1 : The Washington Connection and Third World Fascism*, Montréal, Black Rose Books, 1979, xviii + 441 p.

Thierry Hentsch

Volume 11, Number 1, 1980

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701025ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701025ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Hentsch, T. (1980). Review of [Chomsky, Noam et Herman, Edward S., *The Political Economy of Human Rights, vol. 1 : The Washington Connection and Third World Fascism*, Montréal, Black Rose Books, 1979, xviii + 441 p.] *Études internationales*, 11(1), 180–182. <https://doi.org/10.7202/701025ar>

dans l'ensemble du système social, et celles-ci s'expliqueraient par le modèle de changement « dystrophique », par définition, nous le savons, perturbateur de la synchronie du procès d'évolution...

On aurait tort de penser que ce constat fait, le reste de la démonstration s'avère dénué d'intérêt. Les II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> parties de l'ouvrage comportent des développements analytiques (sur la typologie de la contestation et les acteurs de la contestation) qui méritent de retenir l'attention. Ici il faut signaler l'effort d'intelligence réflexive sur des événements conjoncturels afin d'appréhender leur portée et signification sous-jacentes.

Une certaine ambiguïté spatiale et temporelle affecte le tableau « général » des formes ou degrés de la contestation. En effet, en même temps que l'auteur dit s'en tenir à l'expérience argentine et brésilienne, il l'extrapole souvent à l'ensemble de l'Amérique latine: l'Argentine et le Brésil seraient-ils des modèles idéaux types, indépendamment des spécificités historiques et autres existant ailleurs ?

À cela il faut ajouter que parfois l'analyse perd en intérêt parce que *désactualisée* : ainsi, par exemple, l'analyse de l'opposition (pp. 77ss) ou encore de l'opposition électorale au Brésil, la référence étant l'année 1966 ! Or, au plus tard en 1973-1974, bien des choses se sont passées au Brésil, et particulièrement dans l'opposition de type électoral, qui appelleraient de nouvelles évaluations. On pourrait faire des remarques similaires pour les marches et les grèves politiques.

Une bonne partie des observations de l'auteur sur l'intelligentsia contestataire (pp. 127-144) nous semble également limitée conjoncturellement parce que s'appliquant surtout jusqu'en 1972-1973. Avec l'institutionnalisation de l'opposition dès 1974, de nouvelles possibilités vont s'ouvrir et être explorées, non plus seulement par les étudiants, la « fraction utopiste du clergé » et les intellectuels universitaires, mais aussi

par d'autres groupes et forces sociales (syndicats, artistes, barreau, mouvement de femmes, etc.). De telle sorte que si le régime brésilien avait effectivement, dans un premier temps, réussi à « désinstitutionnaliser » l'intelligentsia (p. 141), il semble pertinent, à l'heure actuelle, de parler de sa *restructuration* et donc de ses fonctions potentielles renouvelées.

Enfin, nous ne saurions ne pas relever cet air d'ingénuité politique qui marque la fin de la conclusion de l'ouvrage. L'auteur souhaite en effet que lors du retour à la « normalité démocratique », le régime puise son inspiration « dans l'exemple de la contestation » (p. 169). Ce serait une ruse sans nom de l'histoire que l'ordre technocratique-militaire brésilien, argentin ou chilien s'avère avoir été imposé par mésinterprétation des revendications légitimes de la contestation sociale !

Cary HECTOR

*Département de science politique,  
Université du Québec, à Montréal*

CHOMSKY, Noam et HERMAN, Edward S., *The Political Economy of Human Rights, vol. 1 : The Washington Connection and Third World Fascism*, Montréal, Black Rose Books, 1979, xviii + 441p.

Le livre de Noam Chomsky et de Edward Herman rassemble de façon rigoureuse une vaste documentation sur la répression dans le Tiers-Monde et sur l'attitude des dirigeants et des *media* américains face à cette répression. Les sources utilisées sont toujours clairement et précisément identifiées. Pas de savante théorie sur l'impérialisme (le mot n'apparaît pour ainsi dire jamais). Aux problèmes d'ordre conceptuel, Chomsky et Herman ont préféré une longue et patiente cueillette de documents, de témoignages, de monographies sur les violations des droits de la personne dans de nombreux États-clients de Washington. Ils ne se prononcent pas sur la question de savoir si ces violations chroniques sont inévitables,

indissolublement liées à l'expansion du capitalisme ou si elles n'en représentent qu'une croissance amputable. Ils nous les font voir : ils vident à nos pieds les poubelles du « monde libre ».

Tandis que ce monde soi-disant « civilisé », États-Unis en tête, se gargarise de sa démocratie, tandis que les *media* occidentaux soulignent complaisamment les « horreurs » du camp socialiste (le Cambodge leur a opportunément offert un substitut au bain de sang qu'ils avaient prédit pour les lendemains de la réunification du Viêt-nam), tandis que le président Carter dénonce la violation des droits de la personne partout où il sait pertinemment ne rien pouvoir entreprendre pour y mettre fin (c'est-à-dire dans le camp adverse), au risque même d'aggraver le sort des individus qui luttent sur place pour leur liberté, la plupart des régimes du Tiers-Monde qui bénéficient de l'amitié ou de la bienveillance américaines briment, emprisonnent, torturent, massacrent au nom de l'ordre et de la stabilité politiques, pour maintenir ou rétablir un climat favorable au développement de l'entreprise privée. Le constat est irréfutable : il existe une corrélation flagrante entre l'afflux des investissements étrangers et la dégradation des droits de la personne dans un grand nombre de pays du Tiers-Monde. Il y a là plus qu'une fâcheuse coïncidence : les statistiques rassemblées par Chomsky et Herman montrent aussi que ces mêmes pays reçoivent une aide militaire et policière substantielle de la part de Washington. C'est la clé de voûte de cette sinistre « économie politique des droits de la personne ».

Vient ensuite le long, l'interminable catalogue des crimes contre l'humanité que la démocratie américaine fomenté et patronne en dehors de ses frontières, tout en s'ingéniant à en étouffer les échos, ou, lorsque ce n'est plus possible d'imposer le silence, à en minimiser la portée. Violence en gros, violence au détail, il y en a pour tous les goûts. Massacres tolérés, comme au Pakistan, comme au Burundi, pour ne pas

froisser la susceptibilité de gouvernements amis et compréhensifs à l'égard des intérêts américains. Appuis aux dictatures prêtes à restaurer par tous les moyens cet esprit de compréhension là où il commence ou menace de flancher, comme au Nicaragua, en Iran, au Brésil, à Saint-Domingue, en Uruguay, au Chili, avec leur cortège d'atrocités. Partout où les États-Unis ont contribué à renverser la démocratie – Amnistie internationale en témoigne –, la torture s'est répandue, vomissure de terreur, avec l'appui matériel et *didactique* de Washington. Terreur qualifiée ironiquement de « bénigne » par Chomsky et Herman, parce que considérée des rives du Potomac comme « réajustement », voire, à la limite, comme des « mesures regrettables », mais toujours nécessaires au maintien de l'ordre et de la sécurité. Une routine, en somme, qui peut aller jusqu'à l'extermination graduelle des Indiens Achés du Paraguay, dont seules « réchappent » les femmes jugées momentanément aptes à servir d'esclaves prostituées.

Mais il y a aussi ce que les auteurs appellent la « terreur constructive », au sens où elle répond à des objectifs prioritaires des dirigeants du monde libre. L'Indonésie en fournit le meilleur exemple ; exemple d'extermination de masse nécessaire au maintien d'un régime autoritaire favorable à l'Occident. Sans oublier, évidemment, la guerre du Viêt-nam – aujourd'hui commodément reléguée au passé – au fur et à mesure de laquelle l'opinion publique américaine a pu se rendre compte que les *boys* eux-mêmes mettaient directement la main à la pâte et se livraient à des atrocités qui n'avaient rien à envier à celles commises naguère par les Nazis. C'est, entre autres choses, cette implication directe qui a obligé le gouvernement américain à se sortir du bourbier qu'il avait créé au Viêt-nam.

Car le sang ne doit pas rejaillir sur les blanches mains de l'Occident. C'est ainsi, par exemple, que l'assassinat de l'ex-ministre Orlando Letelier en plein Washington a constitué de la part de la police secrète

chilienne (la DINA) une grossière erreur : « le pouvoir impérial ne peut permettre que sa propre capitale devienne le théâtre des basses œuvres qui sont monnaie courante sur les territoires de ses clients » (p. 27).

Cette remarque est capitale. Elle illustre parfaitement une vérité sur laquelle l'immense majorité des Occidentaux persistent à s'aveugler : la seule chose que nous avons à envier au Goulag soviétique, c'est que le nôtre, du moins ses « camps » les plus répu gnants, foisonne en dehors de nos frontières.

Chomsky et Herman ne nous apprennent rien que nous ne pouvions savoir. Mais ils nous obligent, jusqu'à l'écoeurement, à prendre conscience de l'ampleur des immondices que nous patronnons et de l'imposture monstrueuse d'une politique qui ose encore se réclamer de la défense des droits de la personne.

Thierry HENTSCH

*Département de science politique,  
Université du Québec à Montréal*

## **HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES**

FRY, Michael, *Lloyd George and Foreign Policy, vol. I: The Education of a Statesman, 1890-1916*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1977, 330p.

Voici le premier de deux volumes consacrés à l'action de Lloyd George en politique internationale. Utilisant de façon extensive sources officielles et privées, M. Michael Fry retrace l'évolution qui, de la guerre des Boers à la Grande Guerre, met ce *Welsh non-conformist* en présence des grands enjeux internationaux. L'auteur distingue quatre grandes étapes dans la formation, chez Lloyd George, d'un système cohérent d'action internationale. La guerre des Boers exacerbe la contradiction entre son radicalisme humanisant et les intérêts de l'Empire britannique, contradiction résolue finalement

en faveur de ces derniers. Lors de la crise d'Agadir, Lloyd George se fait l'éloquent porte-parole de la position du cabinet anglais face aux intérêts coloniaux conflictuels en Europe (discours de Mansion House, 21 juillet 1911). Le long débat sur les dépenses navales, qui forme le tissu principal de ces années d'avant-guerre, laisse apparaître la détermination de Lloyd George, alors chancelier de l'Échiquier, de réduire au minimum l'escalade des armements tout en assurant la « sécurité » de l'Angleterre et de son Empire. Enfin, les premières années de la Grande Guerre marquent l'étape finale de l'ascension du député libéral jusqu'aux commandes du gouvernement (décembre 1916).

Michael Fry s'en tient strictement à un « ordonnancement » chronologique : on peut ainsi facilement percevoir le cheminement suivi par Lloyd George en matière de politique étrangère. Par contre, le choix d'une telle méthode d'exposition rend difficile l'utilisation de l'ouvrage en fonction de préoccupations thématiques : en ce sens, l'index, essentiellement onomastique, n'est pas d'un très grand recours.

Dans ce volume, on ne trouvera pas de traitement détaillé de la politique extérieure anglaise de 1890 à 1916, et encore moins une analyse des conflits intercoloniaux et européens. Michael Fry centre rigoureusement son travail sur les positions assumées par Lloyd George au plan international ; c'est exclusivement en fonction de ces positions d'ailleurs que l'analyse s'étendra parfois aux affrontements entre les différents membres du cabinet britannique en matière internationale.

Ceci nous amène à nous interroger sur la validité de l'approche biographique dans l'étude des rapports internationaux en histoire. Cette approche crée un « effet d'optique » tout à fait particulier, où les motivations, principes et attitudes d'un individu apparaissent souvent déterminants, au détriment des contradictions profondes sous-tendant les différentes formations sociales dans leurs rapports réciproques. On en arrive ainsi à devoir se rabattre sur une